L'Angola -plus précisément sa frontière avec la République démocratique du Congo- figure parmi les pays cités. Entre janvier et octobre 2011, 3 768 femmes et enfants y ont été victimes de « plusieurs types de violence sexuelle » par des membres des forces de sécurité angolaises. L'Angola promet de collaborer avec l'ONU pour résoudre le problème.

Le rapport a été présenté au conseil de sécurité de l'ONU le 23 février, par la représentante spéciale de Ban Ki-moon, Margot Wallström, chargée de la lutte contre les violences sexuelles dans les conflits armés. Elle s'est rendue dans la région de Lunda Norte, en Angola, l'année dernière. Le rapport, qui résulte d'une enquête de plusieurs mois, est accablant.

La situation évoquée concerne le processus qui entoure l'expulsion des immigrés congolais illégaux qui se rendent dans cette région, riche en diamants, où ils viennent travailler clandestinement. Rien que dans la période allant de janvier à octobre 2011, le rapport de l'ONU fait état d'environ 3 768 victimes parmi lesquelles 998 enfants expulsées - toutes ces personnes ayant subi « plusieurs types de violence sexuelle en incluant des viols commis par des forces de sécurité angolaises ».

Ces expulsions et ces abus sexuels présumés ont été essentiellement commis dans des zones peu habitées e à des postes-frontière où le contrôle n'est pas très efficace. C'est le cas, en particulier, de la province angolaise de Lunda Norte vers le Kasaï Occidental, en RDC.

L'ONU compte sur la collaboration promise par le gouvernement angolais

Les autorités angolaises maintiennent qu'elles n'avaient pas été informées. Cependant et suite à la visite de Margot Wallström, le gouvernement angolais a alors publié un communiqué conjoint où il s'est engagé à enquêter sur ces actes et à punir les responsables.

Luanda s'est également engagée à faciliter l'accès des missions de l'ONU aux centres de détention où les immigrés sont retenus avant d'être expulsés. Elle a également acceptée que les Nations Unies supervisent ces expulsions. Ce rapport de l'ONU révèle également qu'en mai 2011, le gouvernement angolais a publié une loi sur la protection légale pour les étrangers.

L'ONU insiste sur les « témoignages très préoccupants de violence sexuelle et de torture » qui perdurent. Face à l'urgence et à la gravité de la situation, pour les Nations unies, le prochain pas c'est vraiment « de pouvoir aller à Luanda et de travailler en confiance avec le gouvernement ». Margot Wallström espère qu'un envoyé spécial de l'ONU puisse se rendre à Luanda dès le mois d'avril prochain pour travailler quotidiennement avec les autorités angolaises.

L'ONU écarte, pour l'instant, l'idée d'une enquête indépendante

Dans la phase actuelle, l'ONU préfère suivre de plus près le sort de tous ces immigrés en travaillant avec le gouvernement angolais et être sûre que celui-ci tiendra ses promesses. Elle écarte ainsi l'hypothèse de lancer une enquête indépendante, conformément à la demande de l'organisation non gouvernementale Human Rights Watch (HRW) qui a, elle aussi, dénoncé de graves violations des droits de l'homme.

Contactée par Vincent Dublange, Margot Wallström affirme que le secrétaire général de l'ONU est « très engagé » sur cette question des abus sexuels à la frontière entre l'Angola et la RDC. Elle espère que la visite, ce dimanche, du secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon en Angola contribuera à renforcer la coopération de l'ONU avec les autorités angolaises.

Margot Wallstrom, représentante spéciale du secrétaire général de l'ONU, chargée de la lutte contre les violences sexuelles dans les conflits armés. Nous sommes préoccupés par la violence sexuelle présumée contre les femmes et les filles. On parle de milliers de cas.

Par Ursula Soares